

M'SILA

Les habitants de Aïn-El-Melh réclament plus de commodités

Enfin, les habitants de la daïra de Aïn-El-Melh et de ses petites localités, pour la plupart vivant dans des conditions très difficiles dans des régions éparses à vocation agropastorale, sans la moindre commodité après avoir souffert durant la décennie noire en combattant le terrorisme et après avoir écrit tant de réclamations, se sont réjouis de la visite du nouveau wali de M'sila qui s'est rendu la semaine dernière dans le coin pour les écouter et leur promettre d'améliorer leur quotidien et prendre en charge leurs différentes réclamations.

D'ailleurs, il a commencé par faire bénéficier à plus de 400 habitations dans la commune de Aïn Farès relevant de la daïra de Aïn-El-Melh au cours de cette semaine d'un raccordement en gaz naturel.

Cette opération a été lancée par le wali, M. El Hadj Mokdad, lors de cette visite d'inspection et de travail effectuée à travers les communes de cette daïra parmi les plus démunies situées au sud de la wilaya. Un projet dont la partie transport est de 21 km et un réseau de 18,443 km, inscrit dans le programme quinquennal 2010-2014 et d'une enveloppe de 383 millions de dinars avec une participation des bénéficiaires de 10 000 DA chacun.

Cette commune a connu l'intervention d'un bienfaiteur, fils de la région pour régler un point noir de la circulation et réaliser un tronçon de la route d'une longueur de 1,5 km qui a fait l'objet de réclamations des élus locaux à chaque session de l'APW depuis 2003, pour voir enfin la lumière en 2017, et ce, grâce aux âmes charitables pour délivrer les usagers de la route d'un danger potentiel vu l'exiguïté et les virages de la chaussée ayant enregistré beaucoup de victimes.

L'honneur revient à cet homme d'affaires qui a soulagé les usagers de ce chemin wilayal N°60, sinueux qui se trouvait sur une crête d'une raideur de 14% réduite à 7%, d'un montant de 70 millions de dinars.

Un acte très apprécié par le chef de l'exécutif qui a déclaré, à cette occasion, qu'il sera favorable à encourager des investisseurs de ce type.

Dans la commune de Aïn Rich où le premier responsable de l'exécutif a suivi des explications portant sur la construction d'un centre de soins qui devait être remis il y'a dix mois à partir de janvier de l'année précédente.

Par ailleurs, les travaux sont au niveau du sol, c'est-à-dire on vient de sortir à peine des fondations et le plus étonnant, la fiche technique prescrit que ce centre comporte une salle d'accouchement tant réclamée par les habitants de cette région la plus reculée de la wilaya, ayant souffert dans le déplacement de femmes enceintes pour accoucher dans les autres villes de la wilaya ou pour une morsure de serpent ou



Photos : D.R

d'un scorpion, une salle de 10 lits et une pharmacie.

S'agit-il d'un centre de soins ou d'une polyclinique d'un montant de 16 873 255,26 DA ? A cet effet, le wali n'a pas caché son mécontentement contre ce retard et a menacé de retirer le projet à ces entrepreneurs sans moyens et qui ne savent que réclamer leurs

dus pour achever les projets dit-il. Les habitants de plusieurs localités de cette commune se sont réunis dès l'arrivée du wali pour soulever leurs doléances en vue d'améliorer leur quotidien, il était question d'eau potable pour faire face à l'achat de citerne à 2 000 DA, l'électricité rurale en vue d'alléger les dépenses insupportables de mazout soit 200

litres de fuel payés 5 000 DA qui ne peuvent tenir plus de 2 jours, le transport scolaire pour des enfants qui sillonnent chaque jour des kilomètres pour se rendre dans des établissements dans le chef-lieu de la commune, sans la moindre prise en charge nutritionnelle devant des cantines fermées, sans omettre de réclamer des lieux de détente pour les jeunes tels que les infrastructures culturelles et sportives, des jeunes abandonnés et hantés par le chômage.

Cette daïra a bénéficié de l'ouverture de deux bureaux de postes l'un à Sidi M'hamed et l'autre au chef-lieu de la daïra, deux réalisations qui vont alléger les attentes et les déplacements des riverains vers d'autres bureaux pour une simple opération de retrait ou s'acquitter de factures et transfert d'argent par mandat.

Il est à signaler qu'il reste beaucoup à faire pour satisfaire la demande de cette région très démunie et abandonnée.

A. Laïdi

SANTÉ

Sétif a organisé ses dixièmes Journées pédiatriques

Le service de pédiatrie du CHU de Sétif et la Faculté de médecine de l'Université Ferhat-Abbès ont organisé les 5 et 6 avril derniers, en collaboration avec la Société algérienne de pédiatrie et l'Association sétifienne d'aide aux malades asthmatiques et allergiques (ASMA) les 10^{es} Journées pédiatriques de Sétif au niveau de l'auditorium Mouloud-Kacem-Naït Belkacem de l'Université Ferhat-Abbès Sétif 1.

Ce dixième anniversaire coïncide, selon le Pr Bioud Belgacem, président du comité d'organisation, avec un autre événement aussi important à savoir la concrétisation du projet d'un pôle dédié à l'enfant en lieu et place de l'ancien hôpital mère-enfants Kharchi-

Messaouda. Ce pôle qui comportera des services de pédiatrie, de chirurgie et de réanimation infantile, d'hémodialyse, de pneumologie, d'oncologie et des urgences pédiatriques, sera appelé à relever le défi de faire face aux enjeux et aux spécificités de la prise en

charge de l'enfant, d'une part, et aux exigences de formation multidisciplinaire créées par les ramifications et les avancées de la recherche en pédiatrie, d'autre part.

Ces journées médicales pédiatriques de Sétif qui ont réuni de nombreux conférenciers

nationaux et étrangers et des pédiatres de l'Est, du Centre et de l'Ouest du pays ont abordé plusieurs thèmes, des sessions plénières, thématiques, ateliers interactifs et communications affichées qui concernent le domaine pédiatrique comme les cardiopathies de l'enfant, allergies alimentaires, allergies médicamenteuses, hémophilie, vaccinations, croissance, et nutrition.

Notons que les objectifs majeurs de ces jour-

nées sont de perpétuer la tradition d'organiser chaque année les Journées de l'enfant de Sétif, d'assurer la formation médicale continue des praticiens, d'échanger des expériences entre les professionnels de santé s'occupant d'enfants (pédiatres, omnipraticiens, spécialistes d'organes, etc.), de nouer des liens entre les professionnels et enfin de renouveler leurs connaissances.

Imed Sellami

SIDI BEL-ABBÈS

Des propriétaires de logements AADL menacés d'expulsion

Dans la journée du dimanche, des dizaines de bénéficiaires de logements AADL 1 se sont regroupés sur le site pour s'insurger contre l'acquittement du montant du cumul de leurs loyers, qu'ils jugent «non-raisonnable».

D'après eux, ils sont entrés en possession des clefs de leur appartement en juin dernier et selon eux toujours, ils ne commenceront à payer leur loyer qu'une année après, or disent-

ils, «nous sommes maintenant, à notre grande surprise, sommés de nous acquitter du cumul du loyer de juin à novembre dernier.

Nous sommes tenus de verser entre 10 millions, 15 millions et 20 millions, tout dépend de l'âge du propriétaire et la date-butoir est le 24 avril prochain sans oublier les taxes de gestion qui seront incluses. Faute de quoi, nous serons expulsés par voie de huissier», ont-ils déclaré.

«Parmi nous, il y a des plus de 60 ans d'âge qui sont retraités et qui perçoivent une pension

loin d'être conséquente.» Ces derniers doivent s'acquitter d'un cumul qui oscille entre 8 et 10 millions par mois.

Peuvent-ils verser le montant exigé ?

«Nous sommes menacés d'expulsion, alors nous appelons les autorités compétentes à se pencher sur notre situation.

Contents d'avoir obtenu nos clefs en juin dernier, nous sommes maintenant préoccupés par ce qu'on appelle des somimations de payer».

A. M.

